

Reims, le 16/05/2025

## **Unité Départementale de la Marne**

**Nos réf.** : n°D3-i-2025-20

**Affaire suivie par** : XXX

**Tél.** : 03 10 42 28 00

**Courriel** : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet** : Installations classées pour la protection de l'environnement : Société OI Manufacturing à Reims (51).

- Porter-à-connaissance : démolition de l'ancien atelier de composition
- Porter-à-connaissance : réfection du four n°2
- Porter-à-connaissance : reconstruction d'une nouvelle tour de composition
- Porter-à-connaissance : arrêt temporaire du four n°3

**PJ** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

La société OI Manufacturing est autorisée à exploiter les installations situées 69 rue Albert Thomas à Reims par l'arrêté préfectoral n°2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005.

En 2023 et 2024, la société OI Manufacturing a transmis à Monsieur le Préfet de la Marne plusieurs porter-à-connaissance relatifs aux modifications suivantes :

- Démolition de l'ancien atelier de composition (transmission du 26 juin 2023) ;
- Réfection du four n°2 (transmission du 4 mai 2023) ;
- Reconstruction d'une nouvelle tour de composition (transmission du 10 juin 2024) ;
- Arrêt temporaire du four n°3 (transmission du 2 juillet 2024).

Une visite d'inspection a eu lieu le 17 juillet 2024 et des compléments ont été apportés par l'exploitant, par courriel électronique, du 18 juillet 2024, 17 octobre 2024 et 24 janvier 2025.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

Considérant l'absence d'une augmentation des dangers et inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées considère qu'il s'agit de modifications notables mais non substantielles. Celles-ci doivent être encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : XXX

Vérifié par le Chef du Pôle Risques Chroniques Santé Environnement : XXX

Approuvé par le Chef du Service de Prévention des Risques Anthropiques : XXX

## **1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

La société OI Manufacturing exploite sur la commune de Reims dans la Marne (51), une activité de fabrication de verre d'emballage pour le marché des vins et spiritueux.

L'établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 modifié par plusieurs actes administratifs complémentaires (APC) : n°2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 (installations de refroidissement), n°2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 (classement de l'installation, rejets atmosphériques, émissions aqueuses), n°2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 (procédure alerte pollution atmosphérique – PM10/SO2) et n°2020-APC-122-IC du 21 août 2020 (tour aéroréfrigérante).

Suite à des modifications effectuées et à venir, l'exploitant a adressé à l'autorité préfectorale :

- Modification 1

26 juin 2023 : transmission d'un dossier d'information au titre des ICPE – Travaux de déconstruction de l'ancien atelier de composition

- Modification 2

4 mai 2023 : transmission d'un dossier d'information au titre des ICPE – Réfection totale du four n°2

- Modification 3

10 juin 2024 : transmission d'un dossier de porter à connaissance relatif à la reconstruction de la tour de composition

- Modification 4

2 juillet 2024 : transmission d'un courriel informant du projet d'arrêt temporaire du four n°3

## **2- MODIFICATION 1 : TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DE L'ANCIEN ATELIER DE COMPOSITION**

### 2.1 Description du projet

Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis à la DREAL de la Marne, par courriel du 11 juillet 2023, un dossier d'information sur des travaux de déconstruction de l'ancien atelier de composition qui n'est plus en service depuis plusieurs années.

Détails des travaux effectués par l'exploitant : curage, déplombage, désamiantage et déconstruction sélective du bâtiment et des aménagements extérieurs, des réseaux déconnectés.

Un permis de construire n° PD 051 454 23 K 0008 valant permis de démolir a été déposé le 30 mars 2023 à la préfecture de la Marne.

### 2.2 Evolution du classement réglementaire

Sans objet.

### 2.3 Analyse de l'inspection des installations classées

L'exploitant présente une analyse des incidences probables durant la phase des travaux sur l'environnement, sans incidence notable et précise dans son dossier la gestion de la sécurité du personnel et incendie durant la phase du chantier.

Il présente également une analyse des incidences probables après les travaux. Cette analyse est sans incidence négative puisqu'il s'agit d'une démolition d'un atelier qui n'est plus en service.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle, et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'informer la société OI Manufacturing que la modification projetée n'est pas substantielle, ne nécessite pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, et qu'il n'y a lieu ni de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.

### **3- MODIFICATION 2 - REFECTION TOTALE DU FOUR N°2**

#### **3.1 Description du projet**

L'exploitant a transmis, le 11 mai 2023, à Monsieur le Préfet un porter-à-connaissance pour la réfection totale du four n°2.

Ce projet n'est pas une extension de l'exploitant et n'engendrera pas de modification dans son activité. La capacité journalière de production et le mode de fonctionnement du four n°2 ne sont pas modifiés. La technologie du four est inchangée.

Les caractéristiques du four seront les suivantes :

- Puissance thermique : jusqu'à 20 MW (puissance nominale estimée à 15 MW) ;
- Rendement énergétique moyen annuel : 3580 MJ/T, soit une amélioration de 7,5%.

Le four sera équipé des appareils de contrôle de chauffe suivant :

- Sondes température et de pression ;
- Mesure d'oxygène et CO ;
- Indicateur du débit de combustible ;
- Contrôle du réactif (solution ammoniacale < 25%).

Les modifications apportées au four :

- Installation d'un brûleur bas-Nox (double impulsion) dans le cas du 100% gaz avec en amélioration attendue la baisse des NOx ;
- Diverses modifications permettant une baisse de la consommation énergétique.

#### **3.2 Evolution du classement réglementaire**

Dans son dossier, l'exploitant nous fait part de modifications antérieures impactant légèrement son classement ICPE :

- Rubrique 4719 « Acétylène » :  
Augmentation de 25% de la quantité d'acétylène, sans modification du seuil de classement.  
Le stockage d'acétylène est de 910 kg (ancienne capacité 726 kg) et correspond à un régime de déclaration.
- Rubrique 2910-a-2 « Combustion » :  
Remplacement de la chaudière Wanson de 1,74 MW par une chaudière à vapeur de 1,4 MW engendrant une diminution de 10% de la valeur thermique nominale. Ce changement n'a pas de conséquence sur le seuil de la rubrique ICPE : DC.  
Il y a donc deux installations de combustion :
  - Installation n°1 : aérothermes de puissance totale de 2,11 MW ;

- Installation n°2 : nouvelle chaudière vapeur de puissance totale de 1,4 MW.
- Rubrique 4734-2-b « Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution » :  
Les capacités de stockage sont les suivantes :
  - FOL = 2 cuves aériennes de 300 m<sup>3</sup> soit 630 t ;
  - FOD = 1 cuve aérienne de 3m<sup>3</sup> (local groupe secours), 1 cuve aérienne de 1m<sup>3</sup> (pour démarrer le groupe incendie), 1 cuve aérienne de 0,75 m<sup>3</sup> dans l'atelier D12, soit 4,18 t ;
  - GNR = 1 cuve aérienne de 2,5m<sup>3</sup> soit 2,1 t.
 La quantité totale est de 636,28 t et reste du même ordre de grandeur que précédemment (ancienne capacité : 638 t). Le classement ICPE reste à enregistrement.
- Rubrique 4718 « Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 » :  
La nouvelle capacité de stockage est de :
  - 50 kg de butane/propane en bouteilles (récipients transportables) ;
  - 2 réservoirs de GPL d'une capacité de 3,2 et 5 t ;
  - Soit une quantité totale de 8,2 t (ancienne capacité : 15,50 t)
 Ces nouvelles capacités entraînent les modifications suivantes :
  - 4718-1 : non classé ;
  - 4718-2 : DC.
- Rubrique 2564-1-c « Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques »  
Augmentation de la quantité de solvants organiques de 200 l, soit 1 000 l au total (5 fontaines de 200 l chacune). Cette nouvelle capacité n'engendre pas de modification du seuil : DC (ancienne capacité : 800 l)
- Rubrique 4725 « Oxygène »  
Nouvelles capacités de stockage : Bouteilles 107 kg et stockage en cuve 22,08 t.  
Soit au total 22,18 t (ancienne capacité : 20,1 t) ;
- Rubrique 2565-2-a « Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique ». Suite à une évolution réglementaire, le seuil passe d'autorisation à enregistrement.

### 3.3 Analyse de l'inspection des installations classées

#### Risque chronique :

Par courrier du 27 juillet 2023, l'exploitant informe l'inspection des installations classées d'une modification du porter à connaissance émis le 12 mai 2023.

Lors de l'arrêt du four n°2, la température des fumées va fortement baisser en entrée du système DéNOx et l'installation DéNOx devra être arrêtée. Afin de palier à ce problème de température, l'exploitant avait prévu en amont de mettre en place un brûleur afin de palier à cette baisse de la température. L'installation a pris du retard et ne sera pas en service lors de l'arrêt du four n°2. L'exploitant nous informe qu'il aura des dépassements de son seuil réglementaire de rejet NOx fixé à 800 mg/Nm<sup>3</sup>.

Une visite d'inspection a été réalisée les 24 et 27 novembre 2024 (D3i n°2023-938) avec comme thématique la mise en service du four n°2.

Cette visite a fait l'objet de suites administratives : arrêté préfectoral de mesures conservatoires (2024-MC-20-IC) et arrêté préfectoral de mise en demeure (2024-MD-19-IC) en date du 12 février 2024.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de maintenir les prescriptions de ces actes encore en vigueur.

## **4- MODIFICATION 3 – RECONSTRUCTION DE LA TOUR DE COMPOSITION**

### 4.1 Description du projet

Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis à la DREAL de la Marne, par voie dématérialisée le 19 juin 2024, un porter à connaissance relatif à la reconstruction de la tour de composition en remplacement la tour actuelle, dont l'état général est dégradé.

La nouvelle tour, dont la hauteur sera de 25,4 m et l'emprise au sol de 120 m<sup>2</sup>, sera construite dans l'enceinte de l'établissement sur une dalle en béton existante, il n'y aura pas d'extension de l'emprise sur le sol de l'exploitant. Un tunnel de convoyage à une hauteur de 9 m reliant la nouvelle tour à une construction existante sera également construit.

Un permis de construire a été déposé (PC n°051 454 24 k0030) le 16 février 2024 pour consultation. Ce permis n'a pas fait l'objet d'un avis de la part de l'inspection des installations classées, car aucun porter-à-connaissance n'avait été émis avant le dépôt de celui-ci.

La nouvelle tour de composition sera constituée de :

- 6 silos métalliques destinés au stockage de matières premières pulvérulentes (charbon, chromite, oxyde de fer, sulfates) et au stockage des poussières des filtres. Le 6<sup>ème</sup> silo est à disposition en fonction du besoin.
  - o 3 silos d'une capacité unitaire de 45 m<sup>3</sup>, soit environ 40 tonnes, pour le stockage de :
    - Sulfates ;
    - Chromite ;
    - Poussières de filtres.
  - o 3 silos d'une capacité unitaire de 15m<sup>3</sup>, soit environ 12 tonnes, pour le stockage de :
    - Oxyde de fer ;
    - Coke ;
    - Stockage selon besoin.

Les silos seront équipés d'évents de surpression et de filtres de dépoussiérage et seront alimentés par voie pneumatique. L'alimentation se fera à partir d'une station de chargement dédiée aux matières premières livrées en big-bag. Deux silos de 45 m<sup>3</sup> pourront être alimentés à partir des camions des fournisseurs pour les matières vrac.

Le stock de coke est également composé d'un stockage en big-bag (environ 12 tonnes), soit au total 24 tonnes.

- 2 mélangeuses de puissance unitaire de 45 kW, soit 90 kW au total.

Le tunnel de convoyage permettra d'acheminer les mélanges obtenus vers les zones de process.

En phase 2 de ce projet est également prévu la démolition de l'ancienne tour de composition, qui fera l'objet d'un second porter à connaissance.

#### 4.2 Evolution du classement réglementaire

Cette nouvelle installation engendre une modification sur la rubrique 2515-1-b. La puissance unitaire des nouvelles mélangeuses étant de 45 kW, la puissance prise en compte pour la rubrique passe à 90 kW (ancienne capacité : 52 kW). Cette modification ne fait pas l'objet d'un changement de seuil (déclaration < 200 kW).

#### 4.3 Analyse de l'inspection des installations classées

### Risques chroniques :

L'exploitant a analysé les impacts potentiels de son projet sur l'intégration dans le paysage, le trafic, l'eau, l'air, l'énergie, les déchets, les émissions sonores et vibrations.

Le projet peut être à l'origine d'émission de poussières liée à la présence de matières pulvérulentes. L'exploitant rappelle que les opérations concernées sont réalisées dans des enceintes closes. Il évoque également la mise en place de filtres de dépoussiérage au niveau des zones concernées (station de chargement, silos de stockage, trémies tampon amont et aval des mélangeuses, convoyeurs, etc.).

Concernant le risque lié aux émissions sonores, l'exploitant estime que le projet n'aura pas d'impact, étant donné les similarités entre l'ancienne tour et la nouvelle tour. Une campagne de mesures de bruit en limite de propriété est prévue avant et après la mise en fonctionnement de la nouvelle tour.

### Risques accidentels :

Dans le cadre du porter-à-connaissance, l'exploitant a réalisé une analyse préliminaire des risques liées à cette nouvelle installation. Cette analyse illustre de potentiels dangers liés à l'incendie, à l'explosion et à l'écrasement. Ces risques sont notamment liés au stockage en silos de matières combustibles et au transfert de charbon et de poussières des dépoussiéreurs par voie pneumatique.

La nouvelle tour de composition vient en remplacement de l'ancienne, et sera implantée dans la même zone géographique du site. Les dangers cités ci-dessus étaient déjà présents avec l'ancienne tour de composition et font l'objet de moyens de prévention détaillés dans l'analyse préliminaire.

L'exploitant a transmis par mail du 17 octobre 2024, un retour en provenance de son assureur indiquant que le risque d'explosion pour ce type d'installation est jugé suffisamment faible pour ne pas prendre de mesures spécifiques sur ce type d'installation. En effet, la nouvelle installation sera construite dans la même zone que la tour actuelle.

Néanmoins, celle-ci se trouvera à proximité d'un ensemble de 5 silos comprenant : 1 000 t de soude, du sable et du calcaire. L'Inspection propose de prescrire à l'exploitant la mise à jour de son étude de danger sur ce point particulier.

L'exploitant a réalisé une analyse du risque foudre sur cette nouvelle installation le 16 décembre 2024. Le rapport édité le 20 décembre 2024 indique que l'exploitant doit mettre en place :

- Les mesures de protection adaptées suivantes :
  - Dispositifs de sécurité (détecteurs) dans la zone de silos ;
  - Clapets anti-explosion (si alimenté électriquement) dans la zone de transfert, vers et depuis les silos.
- Une équipotentialité entre les canalisations métalliques de fluides industriels et la prise de terre. La localisation des liaisons équipotentielle doit être reportée sur un plan.

La mise à jour du plan d'opération interne est prévue par l'exploitant à la suite de ce projet.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'encadrer les actions ci-dessus par un arrêté préfectoral complémentaire et de programmer une visite d'inspection après la réalisation des travaux par l'exploitant afin de s'assurer de la mise en sécurité (risque accidentel) et de la mise en place des actions de prévention des émanations de poussières de cette nouvelle installation.

Il sera par ailleurs demandé un retour de la part de l'exploitant concernant les mesures de bruit.

## **5- MODIFICATION 4 – PROJET D'ARRET TEMPORAIRE DU FOUR 3**

### 5.1 Description du projet

L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet l'arrêt temporaire de son four n°3 et 4 lignes de production associées à celui-ci. Cet arrêt se fait dans le cadre du contexte économique et industriel actuel sur le marché des vins et spiritueux.

Un redémarrage de ce four est prévu au deuxième trimestre 2025.

Les différentes étapes de ce projet sont les suivantes :

- Etape 1 : coulée du four 3 du 9 au 11 juillet 2024. Il s'agit de l'extraction du verre en fusion présent à l'intérieur du four ;
- Etape 2 : désatreppe du four 3 du 12 au 17 juillet 2024. Des brûleurs vont être installés afin de baisser de façon homogène et progressive la température du four jusqu'à température ambiante ;
- Etape 3 : fonctionnement du site de l'exploitant avec le four n°2 uniquement.

## 5.2 Evolution du classement réglementaire

Sans objet.

## 5.3 Analyse de l'inspection des installations classées

En fonctionnement normal (four n°2 et n°3 en fonctionnement simultané), les fumées sont envoyées, en cascade, dans un filtre électrostatique, afin de récupérer les poussières, puis vers le système DéNox, installé en 2019. Le système DéNox permet d'atteindre une concentration de NOx inférieure à 800 mg/Nm<sup>3</sup>.

Ce système a été couplé à un brûleur, en septembre 2024, afin de garantir une température des fumées supérieures à 250°C avant l'entrée dans le système DéNox, notamment en fonctionnement dégradé. La mise à arrêt d'un des fours consiste en un mode de fonctionnement dégradé de l'installation et engendre une baisse de la température des fumées, celles-ci pouvant être inférieures à 250°C.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2024 a été présenté par l'exploitant à l'inspection des installations classées, l'état actuel de ce système.

A date, le brûleur n'était pas en fonctionnement (panne).

Les actions en cours par l'exploitant ont été les suivantes :

- Diagnostic de la panne du brûleur par le prestataire ;
- Dans l'attente du diagnostic de la panne et de la réparation du brûleur, l'exploitant propose d'installer un brûleur mobile de 2500 kW en sortie de four. Un deuxième brûleur de secours est également disponible. Le 12 juillet 2024, l'exploitant informe l'inspection que le brûleur mobile est en service et permet le traitement de l'entièreté des fumées.
- Poursuite des autosurveillances des rejets atmosphériques : Poussières, NOx, CO ;
- Réalisation de la campagne de mesure des rejets atmosphériques réglementaire ;
- Suite à la réunion d'échange, il a été décidé de mener une campagne de mesure des rejets atmosphériques. Celle-ci consistera en la recherche des polluants suivants : poussières PM10, PM2,5 et NOx.

Un AP de mesures conservatoires (2024-MC-20-IC) et un AP de mise en demeure (2024-MD-19-IC) sont déjà effectifs depuis le 12 février 2024 au sujet des rejets atmosphériques.



L'inspection a réalisé une visite d'inspection le 17 juillet 2024 et a constaté la mise en place du brûleur temporaire. L'Inspection a constaté que malgré la mise en œuvre de son plan d'actions, l'exploitant n'a pas démontré son respect en permanence des valeurs limites de rejet sur les NOx, comme le prévoit l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003, notamment à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de maintenir les prescriptions mises en place suite à la visite d'inspection du 17 juillet 2024. L'exploitant doit notamment prouver le bon fonctionnement du système de traitement des NOx lors des périodes de défaut de la baie d'analyse.

## **6- SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS DES RUBRIQUES ICPE DU SITE**

Les évolutions de classement demandées sont explicitées dans le tableau ci-dessous (les rubriques 2530 (A), 2531 (A), 3330 (A), 1510 (E), 2565 (E), 2921 (E), 1532 (D) et 1414 (DC) restent inchangées) :

Rubriques ICPE et IOTA		Situation actuellement autorisée		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2515-1-b	Installation de broyage et mélange de calcin La puissance installée des installations étant supérieure à 40 kW, mais inférieure à 200 kW	Puissance totale = 52 kW	D	Puissances des 2 mélangeuses = 45 kW unitaire, soit 90 kW au total	D
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Traitement de surface des petites pièces mécaniques 4 fontaines à solvants organiques Contenance : 4 x 200 L	DC	Traitement de surface des petites pièces mécaniques 5 fontaines à solvants organiques Contenance : 5 x 200 L	DC
2910-a-2	Combustion	Puissance totale 3,86 MW	DC	Installation n°1 : aérothermes de puissance totale de 2,11 MW ; Installation n°2 : nouvelle chaudière vapeur de puissance totale de 1,4 MW Total : 3,51 MW	DC
4718-1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	50 kg de butane/propane en bouteilles	D	50 kg de butane/propane en bouteilles (récipients transportables)	Non classé
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Cuves GPL 15 tonnes		2 réservoirs de GPL d'une capacité de 3,2 et 5 t. Quantité totale = 8,2 t	DC

4719	Acétylène	7620 m3 en bouteilles soit 726 kg	D	910 kg	D
4725	Oxygène	Bouteilles 107 kg Stockage en cuve 20 t Soit au total 20,1 t	D	Bouteilles 107 kg Stockage en cuve 22.08 t Soit au total 22,18 t	D
4734- 2-b	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	FOL = 2 x 300 m3 soit 630 t FOD = cuves aériennes 6,5 + 0,5 m3 soit 6,16 t GNR = cuve aérienne de 2 m3 soit 1,68 t Soit 638 t	E	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FOL = 2 cuves aériennes de 300 m3 soit 630 t ;</li> <li>• FOD = 1 cuve aérienne de 3 m3 (local groupe secours), 1 cuve aérienne de 1 m3 (pour démarrer le groupe incendie), 1 cuve aérienne de 0,75 m3 dans l'atelier D12, soit 4,18 t ;</li> <li>• GNR = 1 cuve aérienne de 2,5 m3 soit 2,1 t.</li> </ul> Soit 636,68 t	E
4801	Charbon 1. Supérieure ou égale à 500 t (A) 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	-	-	24 t de coke : 1 silo de 12 tonnes Un stockage de 12 tonnes en big-bag	Non classé

A=Autorisation

E=Enregistrement

DC=Déclaration avec Contrôle

D=Déclaration

## 7- REFERENCES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE

Les dossiers de porter à connaissance ont été déposés par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : « la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur]
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ».

## **8 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Après examen des dossiers, l'inspection des installations classées considère que les modifications sont considérées comme notables mais non substantielles. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer celles-ci par un arrêté préfectoral complémentaire.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne un projet d'arrêté préfectoral complémentaire rédigé en ce sens, et joint au présent rapport.

En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CoDERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

-----